

Un chiffre d'affaires en ligne et un résultat opérationnel en avance à données réelles sur le plan de marche de la société, mais en retard à données comparables

Le plan de marche correspondant à l'objectif annuel de la société, communiqué le 11 février 2015, anticipait pour le premier semestre un chiffre d'affaires de " 116,5 millions et un résultat opérationnel de " 11,9 millions (sur la base des parités de change

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (" 48,7 millions) augmente de 19 % à données réelles et de 8 % à données comparables. Il représente 42 % du chiffre d'affaires global (41 % au premier semestre 2014).

A données comparables :

le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (" 12,0 millions) progresse de 9 % et contribue à hauteur de 10 % au chiffre d'affaires global (10 % au premier semestre 2014).

Structure financière

Au 30 juin 2015, les capitaux propres s'élèvent à " 98,0 millions (" 94,3 millions au 31 décembre 2014) après paiement le 7 mai, du dividende de " 7,6 millions (" 0,25 par action) au titre de l'exercice 2014 décidé par l'Assemblée Générale du 30 avril 2015.

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société détenues dans le cadre du contrat de liquidité, valorisées à leur prix d'acquisition de " 0,3 million (" 0,1 million au 31 décembre 2014).

Depuis le 31 mars 2015, la société n'a plus de dette . |

Actions de la société détenues en propre

Au 30 juin 2015, la société détenait moins de 0,1 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 30 juin 2015, le cours était de " 12,80, en hausse de 40 % par rapport au 31 décembre 2014 (" 9,14). Son plus bas a été de " 8,98 le 6 janvier, son plus haut de " 14,10 le 4 juin. Sur le semestre, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont gagné respectivement 12 % et 14 %.

Sur les douze derniers mois, la hausse du cours a atteint 65 %, celle des indices CAC 40 et CAC Mid & Small s'affichant à 8 % et 13 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées sur Euronext (5,3 millions) a augmenté de 39 % et les capitaux échangés (" 63,1 millions) de 109 % par rapport au premier semestre 2014. Ces chiffres excluent les échanges réalisés sur toute autre plateforme de cotation.

4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 JUIN

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du troisième trimestre seront publiés le 29 octobre, après la clôture d'Euronext.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a abordé 2015 avec des fondamentaux opérationnels encore plus solides qu'en 2014 et une structure financière à nouveau renforcée.

Dans son rapport financier du 11 février 2015 et son rapport annuel 2014, auxquels il convient de se référer, elle a développé l'évolution prévisible de son activité et ses perspectives d'avenir, en soulignant que, comme 2014, l'année 2015 seannonçait imprévisible, avec une visibilité

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2015	31 décembre 2014 ⁽¹⁾	30 juin 2014 ⁽¹⁾
Écarts d'acquisition	32 585	31 724	30 754
Autres immobilisations incorporelles	4 687	4 406	4 637
Immobilisations corporelles	17 830	16 447	14 382
Actifs financiers non courants	1 896	2 048	1 831
Impôts différés	8 016	8 005	8 241
Total actifs non courants	65 014	62 630	59 845
Stocks	23 475	21 848	21 514
Clients et comptes rattachés	42 790	50 531	41 182
Autres actifs courants	36 821	32 149	35 315
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 535	43 484	29 251
Total actifs courants	144 621	148 012	127 262
Total actifs	209 635	210 642	187 107

PASSIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2015	31 décembre 2014 ⁽¹⁾	30 juin 2014 ⁽¹⁾
Capital social	30 723	30 329	30 059
Primes d'émission et de fusion	8 773	7 282	6 458
Actions détenues en propre	(282)	(133)	(247)
Écarts de conversion	(8 135)	(8 503)	(8 805)
Réserves et résultats consolidés	66 891	65 327	55 856
Capitaux propres	97 969	94 302	83 321
Engagements de retraite	8 444	8 479	7 759
Emprunts et dettes financières à long terme	0	0	0
Total passifs non courants	8 444	8 479	7 759
Fournisseurs et autres passifs courants	50 392	53 216	48 971
Produits constatés d'avance	46 656	48 096	40 766
Dette d'impôt exigible	2 984	2 857	2 512
Emprunts et dettes financières à court terme	0	394	394
Provisions	3 190	3 298	3 384
Total passifs courants	103 222	107 861	96 027
Total passifs et capitaux propres	209 635	210 642	187 107

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans l'état de la situation financière consolidée au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2015 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2015 (six mois)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2014 (trois mois)
-----------------------	---	---	---

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2015 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2015 (six mois)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2014 (trois mois) ⁽¹⁾	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2014 (six mois) ⁽¹⁾
Résultat net	5 281	8 992	2 854	4 439
Écarts de conversion	(72)	368	(191)	(84)
Effet d'impôts	0	0	0	0
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	(72)	368	(191)	(84)
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	121	169	(95)	(95)
Effet d'impôts	(29)	(43)	28	28
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	92	126	(67)	(67)
Total autres éléments du résultat global	20	494	(258)	(151)
Résultat global	5 301	9 486	2 596	4 288

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 30 juin 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2015 (six mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2014 (six mois) ⁽¹⁾
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	8 992	4 439
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	3 280	1 661
Éléments non monétaires du résultat	(525D)	

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau des flux de trésorerie consolidés au 30 juin 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

(2) Au 30 juin 2014, ce montant correspondait au coût d'acquisition des activités de l'ancien agent du Groupe en Corée du Sud (cf. note 3 ci-après).

(3) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Nombre d'actions	Capital social Valeur nominale	Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
Capitaux propres au 1 ^{er}								

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2014, au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée depuis 1987 sur Euronext (compartiment B), est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites. Lectra s'adresse à un

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2015 traduits à cours de change 2014, comparés aux données réelles 2014.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent de s'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels et de logiciels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles. Pour les logiciels, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte de manière étalée sur la durée des contrats.

Le chiffre d'affaires lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter-secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre de n'absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2015, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 28 sociétés consolidées par intégration globale.

Il n'y a pas eu de variation de périmètre au cours du premier semestre 2015.

La société a créé en avril 2014 une nouvelle filiale en Corée du Sud, Lectra Korea, qui a repris les activités de l'agent qui représentait Lectra depuis de nombreuses années, et qui est consolidée depuis le 1^{er} mai 2014 par intégration globale. L'incidence de la création de cette filiale et de cette reprise d'activités sur le compte de résultat et l'état de la situation financière du Groupe a été négligeable, l'essentiel des ventes dans ce pays étant préalablement facturé par Lectra SA.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 juin 2015, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à " 0,5 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à " 2,3 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisé en semestre en l'absence de filiales

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ . VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

4.1 Deuxième trimestre 2015

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin				
	2015		2014 ⁽¹⁾	Variation 2015/2014	
	Réel	A cours de change 2014	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	60 308	55 153	52 507	+15%	+5%
Coût des ventes	(14 824)	(14 354)	(14 045)	+6%	+2%
Marge brute	45 484	40 799	38 462	+18%	+6%
(en % du chiffre d'affaires)	75,4%	74,0%	73,3%	+2,1 points	+0,7 point
Frais de recherche et de développement	(3 589)	(3 589)	(3 511)	+2%	+2%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(34 331)	(32 454)	(31 002)	+11%	+5%
Résultat opérationnel	7 564	4 756	3 949	+92%	+20%
(en % du chiffre d'affaires)	12,5%	8,6%	7,5%	+5,0 points	+1,1 point
Résultat avant impôts	7 197	4 389	3 951	+82%	+11%
Impôt sur le résultat	(1 916)	na	(1 097)	+75%	na
Résultat	5 281	na	2 854	+85%	na

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 30 juin 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

4.2 Premier semestre 2015

(en milliers d'euros)	2015		2014 ⁽¹⁾
	Réel	A cours de	

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 30 juin 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

5.2 Premier semestre 2015

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2)

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

(1) Les impacts de l'application de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 30 juin 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 9)

Le cash-flow libre au 30 juin 2015 est positif de " 4,0 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de " 12,1 millions, d'investissements de " 2,8 millions et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de " 5,3 millions.

Le montant des investissements continuera d'augmenter au cours des prochains trimestres en raison du

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la société a acheté 128 119 actions et en a vendu 120 278 aux cours moyens respectifs de " 11,97 et de " 11,99 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 30 juin 2015, elle détenait 22 773 de ses propres actions (soit 0,07 % du capital social) à un prix de revient moyen de " 12,40, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

10. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	30 juin 2015	31 décembre 2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 535	43 484
Emprunts et dettes financières	0	(394)
Trésorerie nette	41 535	43 090

Après le remboursement le 31 mars 2015 du solde de " 0,4 million des avances publiques correspondant à des aides au financement des programmes de R&D, qui constituaient son unique endettement, le Groupe n'a plus d'emprunts ou de dettes financières. De ce fait, sa trésorerie disponible et sa trésorerie nette s'élèvent toutes les deux à " 41,5 millions.

11. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2014.

Au cours du premier semestre 2015, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,12 / " 1.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 juin 2015 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de " 2,5 millions, destinés à couvrir des positions existantes.

La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition au dollar américain au-delà du 30 juin 2015.

12. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ " 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios du second semestre 2015 sur la base de parités arrêtées au 20 juillet 2015 des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,10 / " 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisées en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, notamment le yuan, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar sur le second semestre (portant la parité à \$ 1,05 / " 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires 2015 d'environ " 2,2 millions et du résultat opérationnel de " 1,2 million. A l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit \$ 1,15 / " 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,10 / " 1.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises, mais ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.

Ainsi, l'hypothèse théorique d'une baisse de l'euro de 1 % par rapport à l'ensemble des autres devises dans lesquelles la société réalise son chiffre d'affaires, conduirait à une augmentation mécanique complémentaire du chiffre d'affaires de " 0,1 million et du résultat opérationnel de " 0,05 million. A l'inverse, une appréciation de l'euro de 1 % conduirait à une diminution complémentaire du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

Compte tenu des fortes variations des devises, de l'importance de leurs impacts et des effets complexes induits, il convient de souligner que comme mentionné dans le rapport pour l'établissement de chiffres à données comparables si les parités actuelles se maintenaient, l'établissement des hypothèses de sensibilité serait de moins en moins pertinent.

PricewaterhouseCoopers Audit
« Crystal Park »
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

KPMG SA
Domaine de Pelus
11, rue Archimède
33692 Mérignac Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2015

LECTRA S.A.
16-18, rue Chalgrin
75016 Paris

Aux Actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen des comptes de l'exercice 2015.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre